



## COMMUNIQUE

**Lettre ouverte à la population : On brade le Service Public Police !**

**Sans réponse de notre administration, nous continuerons ! On ne peut laisser brader notre institution ! Il en va de sa crédibilité, et de la sécurité des citoyens... »** déclarent conjointement Henri Martini, Secrétaire Général de l'UNSA Police- le Syndicat Unique et Nicolas Comte, Secrétaire Général du SGP-FO.

Pour dénoncer haut et fort la diminution des effectifs, les policiers adhérents du SGP-FO et de l'UNSA Police-le Syndicat Unique, syndicats représentant 60 % de la profession, diffuseront jeudi 6 novembre 2008, plusieurs centaines de milliers de tracts dans toute la France. En effet, ce sont plus de 10 000 postes de policiers qui seront supprimés d'ici 2012.

**10 000 policiers nationaux en moins**, c'est moins de policiers dans la rue, des interventions moins rapides, la fermeture programmée de commissariats, des quartiers laissés à l'abandon...

**La sécurité ne s'évalue pas en terme comptable.** Ce qui se prépare va à l'encontre des principes constitutionnels : **Sécurité égale pour tous les citoyens de ce pays !**

L'UNSA Police-le Syndicat Unique et le SGP-FO, alertent les citoyens sur les menaces qui pèsent aujourd'hui sur la Police Nationale, en leur adressant une lettre ouverte qui pose les principes de la fin annoncée du Service Public Police, tel que tous le connaissent aujourd'hui.

Cette action débutera le 6 novembre 2008, en matinée et concernera la totalité des communes principales implantées sur le ressort des départements administratifs, soit une centaine.

L'UNSA Police-le Syndicat Unique et le SGP-FO entendent dénoncer une option politique dangereuse qui remettra inéluctablement en cause les fondements de la sécurité des citoyens, augmentera les risques, confrontera les policiers à des situations de danger croissant et rendra de plus en plus pénibles les conditions de travail des personnels.

Ce constat ne changera pas avec la mise à disposition de moyens vidéo ou de polices municipales et privées. Ces dernières, très onéreuses, ne feront que contribuer à l'installation d'une sécurité à deux vitesses.

Après la manifestation du 23 octobre 2008 à Paris qui a rassemblé plus de 7000 policiers, le boycott du comité technique paritaire central du 27 octobre dernier et l'action du 6 novembre prochain, l'UNSA Police-le Syndicat Unique et le SGP-FO organiseront une nouvelle manifestation le 18 novembre à Lyon. C'est dans un long cycle d'actions syndicales de protestation dans lequel s'inscrivent les deux syndicats, tant le mécontentement dans les services de police est patent.

**Le SGP-FO et l'UNSA Police- le Syndicat Unique le répètent : Faute d'être entendus l'action ne s'arrêtera pas ! Nous irons jusqu'au bout : c'est-à-dire une grande mobilisation nationale !**

**Un point presse commun SGP-FO et UNSA Police est prévu dans Paris.**

Bagnolet, le 5 novembre 2008

CONTACTS PRESSE      Yannick Danio  
                                 Catherine Macaine

06 Novembre 2008

## Le saviez-vous ?

### Derrière les chiffres...

Les Gardiens de la Paix et Gradés de la Police Nationale sont au nombre de 105 000. Ces derniers représentent le socle opérationnel sur lequel s'appuie l'action de la Police Nationale, sans eux rien n'est possible.

La réforme 2004 prévoyait que ce chiffre soit porté à 108 000 en 2012, selon un accord conclu entre le ministère et les syndicats policiers.

Avec les mesures annoncées, nous ne serons plus que 100 300 policiers en 2012.

Si l'on retire les 2 000 commissaires et officiers de police qui disparaîtront aussi, ce sont en réalité 10 000 agents qui seront supprimés.

## SERVICE PUBLIC POLICE : **On brade !**

Madame, Monsieur,

L'UNSA-POLICE & le SGP-FO, syndicats policiers représentant 60 % de la profession, ont le devoir de vous informer que la Police Nationale va connaître, au cours des trois prochaines années, la plus forte suppression d'effectifs de toute son histoire.

C'est l'accroissement des risques lourds et inéluctables qui pèse sur votre sécurité et celle de vos enfants.

**10.000 policiers nationaux en moins, c'est énorme !**

Ce constat est alarmant ! Il entraînera une augmentation des délits dans une société sans cesse plus violente. La Police Nationale n'aura plus les moyens de son action. L'équation est simple : moins de policiers pour assurer les missions, c'est moins de policiers dans la rue.

C'est donc la fermeture de commissariats, en particulier dans les quartiers réputés « tranquilles ».

### Un quartier peut-il rester tranquille, lorsqu'il est déserté par la Police ?

Après l'Insécurité économique et l'Insécurité sociale,  
**c'est l'Insécurité totale.**

Ce ne sont pas les moyens vidéo ou les polices municipales et privées qui freineront ce constat. Ces dernières, très onéreuses, ne feront que contribuer à l'installation d'une sécurité à deux vitesses.

*Ce sera le retour de l'Insécurité...*

Le risque d'explosion des économies souterraines renforcera les réseaux avec des délinquants de plus en plus jeunes.

La sécurité ne s'évalue pas en terme comptable. Ce qui se prépare va à l'encontre des principes constitutionnels : Sécurité égale pour tous les citoyens de ce pays !

Le SGP-FO et l'UNSA-Police alertent les citoyens sur les menaces qui pèsent aujourd'hui sur la Police Nationale.

Vous pouvez encore vous opposer à cette grande braderie en participant, avec nous, à la saisine de vos Elus. Ces derniers sont là pour porter votre voix à l'Assemblée Nationale, et c'est à ce titre que vous leur faites confiance. N'hésitez pas à les solliciter au moment où le budget de la France est débattu, après il sera trop tard...

Merci pour votre attention

# Citoyens ! la sécurité est votre Droit, défendez-le !



## **"Lettre ouverte" de deux syndicats de police sur une "diminution" des effectifs**

05/11/2008 17h48 - POLICE-SYNDICAT-INTÉRIEUR-SOCIAL - Nouvelles de France - AFP

PARIS, 5 novembre 2008 (AFP) - Le Syndicat général de la police (SGP-FO) et l'UNSA-police organisent jeudi, dans plusieurs départements, la distribution d'une "lettre ouverte à la population" l'informant d'une "diminution" des effectifs de policiers "d'ici 2012".

Les syndicats entendent "dénoncer haut et fort la diminution des effectifs" dans la police, déclarent-ils dans un communiqué, en affirmant que "plus de 10.000 postes de policiers seront supprimés d'ici 2012" par le gouvernement.

"On ne peut laisser brader notre institution. Il en va de sa crédibilité et de la sécurité des citoyens", ont indiqué conjointement, dans ce communiqué, Nicolas Comte et Henri Martini, secrétaire généraux du SGP et de l'Unsa-police.

Des "centaines de milliers de tracts", sous forme de "lettre ouverte à la population", seront donc distribués jeudi par les syndicats dans une centaine de départements.

Les deux syndicats de police n'ont pas signé, à la mi-octobre, un protocole d'accord issu d'un "mini-Grenelle" sur le pouvoir d'achat des policiers que le ministère de l'Intérieur a proposé aux trois organisations syndicales du corps des gradés et gardiens de la paix.

Le syndicat Alliance a été le seul à signer ce protocole qui contient, selon lui, des avancées et pour lequel 200 millions d'euros ont été débloqués, selon le ministère de l'Intérieur.

L'UNSA-police et le SGP-FO dénoncent la "validité" et les conclusions de ce protocole.

rb/ed/df